

CONSEIL COMMUNAL DU 09 OCTOBRE 2025.

Présents : MM. CASTERMAN Michel, Bourgmestre - Président;
CUVELIER Ophélie, LEPLA Clémence, GHISLAIN Jérôme, DHAENENS
Séverine, Échevins;
DELZENNE Martine, SEILLIER Roxane, DECUBBER Thomas, DE
LANGHE Gilles, MINET Marie-Hélène, BERTON Céline, CAILLEAU
Christine, LEMOINE Marc, Conseillers communaux;
LEMOINE Amandine, Directrice générale.

Excusé(s) : MM. DE LANGHE Bruno, LEFEBVRE Alexandre, DESCHRYVER Angèle, DE
WAELE Dominique, Conseillers communaux;

Monsieur le Président ouvre la séance à 19h00.

Monsieur le Président transmet, au nom du Conseil communal, ses chaleureuses pensées à la famille endeuillée de Monsieur Serge DUHAYON, citouen d'honneur de la Commune de Rumes.

Un moment de recueillement en soutien à la famille est respecté par l'assemblée.

1. Communications-/:

LE CONSEIL COMMUNAL, en séance publique

PREND ACTE

- Arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville, François Desquesnes, en date du 03 octobre 2025, concernant la prise de participation au capital de la RCA de Rumes.

Monsieur le Président demande l'accord des membres de l'assemblée afin d'ajouter un point à l'ordre du jour concernant une avance de trésorerie pour la Régie Communale Autonome de Rumes. Les membres, à l'unanimité, approuvent l'ajout de ce point complémentaire à l'ordre du jour.

2. Finances-Vérification de l'encaisse du Directeur financier pour le deuxième trimestre de l'exercice 2025 : prise d'acte :

Monsieur le Président rappelle que le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation charge le Collège communal (ou celui de ses membres qu'il désigne à cette fin) de vérifier l'encaisse du Directeur financier et d'établir un procès-verbal de la vérification qui mentionne ses observations et celles formulées par celui-ci.

Aucune remarque n'est émise. Le Conseil prend acte du procès-verbal de la vérification de l'encaisse du Directeur financier pour le 2ème trimestre 2025.

Il en résulte la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL, en séance publique

Vu l'article L1124-42 - Par. 1er - alinéa 1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation qui charge le Collège communal ou celui de ses membres qu'il désigne à cette fin de vérifier l'encaisse du Directeur financier et d'établir un procès-verbal de la vérification qui mentionne ses observations et celles formulées par le Directeur financier;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 05 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Vu l'article 35§6 du règlement général de la comptabilité communale;

Vu la situation de caisse établie au 30 juin 2025 par le Directeur financier ;

Vu le procès-verbal de vérification de caisse dressé par le Collège communal en sa séance du 22 septembre 2025;

PREND ACTE

du procès-verbal susvisé.

3. Finances-Modification budgétaire n°2 de l'exercice 2025 des services ordinaire et extraordinaire : approbation :

Monsieur le Président cède la parole à Monsieur Ghislain Jérôme, échevin des finances, pour détailler ce point.

Monsieur Ghislain rappelle le budget étant un acte de prévision, il est nécessaire d'adapter certaines dépenses et recettes du budget communal 2025 afin, notamment, d'assurer la continuité du bon fonctionnement de l'administration communale. Il détaille les différents chiffres de la modification budgétaire n°2.

Monsieur Ghislain remercie les services communaux et plus particulièrement le service finances pour le travail réalisé.

Madame Berton Céline explique que son groupe s'abstiendra sur cette modification budgétaire en cohérence avec leur vote du budget. Elle attend de voir le taux de réalisation des projets à l'extraordinaire.

Les membres décident, par 10 POUR et 3 abstentions du groupe ACR, d'adopter la modification budgétaire N°2 de l'exercice 2025 - services ordinaire et extraordinaire.

Il en résulte la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL, en séance publique

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région Wallonne à l'exception des communes de la Communauté Germanophone pour l'année 2025;

Vu le projet de modifications budgétaires N°2 pour l'exercice 2025 aux services ordinaire et extraordinaire tel qu'établi par le collège communal en sa séance du 29 septembre 2025 ;

Vu le rapport favorable de la Commission visée à l'article 12 du Règlement général de la Comptabilité communale ;

Attendu que le projet de modification budgétaire N°2 a été examiné par la Commission des finances en sa séance du 07 octobre 2025 ;

Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que le Collège veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, à la communication de la présente modification budgétaire, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives ; ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission de la présente modification budgétaire aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant la présente modification budgétaire ;

Attendu que les prévisions pluriannuelles ont bien été transmises à la tutelle via l'application eComptes;

Attendu que la circulaire du 30 mai 2024, relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2025, précise qu' "à partir de 2025, le choix est donné à la commune soit de se maintenir dans le schéma de la balise d'emprunt, soit dans le schéma du respect des ratios de dette et de charges financières";

Attendu que le choix opéré pour le budget initial 2025 était celui de recourir aux ratios du volume de la dette et des charges financières;

Attendu que le choix opéré est conservé à la présente modification budgétaire;

DECIDE, par 10 OUI et par 3 abstention(s) de (BERTON Céline, CAILLEAU Christine, LEMOINE Marc)

Article 1er :

De procéder à une deuxième modification des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2025.

Article 2 :

Le budget ordinaire est modifié conformément aux indications portées au tableau 2 du service ordinaire et le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant aux tableaux récapitulatifs ci-après :

Tableau Récapitulatif Budget Ordinaire – Dépenses 2025 après la M.B. n°2

Fonctions	Personnel 000/70	Fonctionnement 000/71	Transferts 000/72	Dette 000/7x	Total 000/73	Prélèvements 000/78	Total 000/75
009 Recettes & dépenses générales	11.000,00	32.340,00	0	2.527,00	45.867,00	200.000,00	245.867,00

Fonctions	Personnel 000/70	Fonctionnement 000/71	Transferts 000/72	Dette 000/7x	Total 000/73	Prélèvements 000/78	Total 000/75
049 Impôts et Redevances	0	0	1.200,00	0	1.200,00	0	1.200,00
059 Assurances	12.361,50	38.274,00	0	0	50.635,50	0	50.635,50
123 Administration générale	1.077.295,94	300.039,57	6.876,79	40.874,21	1.425.086,51	0	1.425.086,51
129 Patrimoine privé	0	59.276,10	22.871,00	94.486,78	176.633,88	0	176.633,88
139 Services généraux	133.000,00	3.600,00	0	0	136.600,00	35.952,92	172.552,92
369 Pompiers	0	1.350,00	138.612,29	0	139.962,29	0	139.962,29
399 Justice - Police	0	0	768.343,15	0	768.343,15	30.000,00	798.343,15
499 Commun. - Voirie - Cours D'eau	962.124,41	202.306,89	2.091,35	264.752,74	1.431.275,39	0	1.431.275,39
599 Commerce - Industrie	62.078,72	650,00	55.675,36	21.004,31	139.408,39	0	139.408,39
699 Agriculture	0	5.350,00	572,66	0	5.922,66	0	5.922,66
729 Ens.gard(721), Ens.prim(722)	65.483,44	68.679,84	33.269,32	14.237,55	181.670,15	0	181.670,15
767 Bibliothèques publiques	151.111,57	37.008,33	93,10	0	188.213,00	0	188.213,00
789 Education Popul. et Arts	250.873,62	139.703,89	227.446,31	33.714,72	651.738,54	0	651.738,54
799 Cultes	0	770,00	48.551,68	4.793,58	54.115,26	0	54.115,26
839 Sécurité et Assist. sociale	469.571,51	107.930,93	648.801,70	80.873,84	1.307.177,98	0	1.307.177,98
849 Aide sociale et familiale	28.726,22	21.530,00	10.435,38	0	60.691,60	0	60.691,60
859 Emploi	0	17.000,00	0	0	17.000,00	0	17.000,00
872 Institutions de soins	0	500,00	2.832,85	0	3.332,85	0	3.332,85
876 Désinfect.-Nett.- Immond.	5.900,26	114.274,64	266.747,35	0	386.922,25	0	386.922,25
877 Eaux usées	0	8.500,00	0	0	8.500,00	0	8.500,00
879 Cimetières- Protec.environ.	194.101,86	46.585,71	1.186,20	3.350,84	245.224,61	0	245.224,61
939 Logement - Urbanisme	161.019,73	3.957,78	34.504,08	60.682,36	260.163,95	0	260.163,95
Total	3.584.648,78	1.209.627,68	2.270.110,57	621.297,93	7.685.684,96	265.952,92	7.951.637,88
Balances exercice propre					Déficit	0	
Exercices antérieurs					Dépenses Ordinaire		45.289,56
					Déficit	0	
Totaux exercice propre + exercice antérieurs					Dépenses Ordinaire		7.996.927,44
069 Prélèvements							1.463.909,52
Total général							9.460.836,96
Résultat général					Mali	0	

Tableau Récapitulatif Budget Ordinaire – Recettes 2025 après la M.B. n°2

Fonctions	Prestations 000/60	Transferts 000/61	Dette 000/62	Total 000/63	Prélèvements 000/68	Total 000/65
009 Recettes & dépenses générales	0	688.785,73	82.100,00	770.885,73	54.529,99	825.415,72
029 Fonds	0	2.189.512,48	0	2.189.512,48	0	2.189.512,48
049 Impôts et Redevances	0	3.459.022,73	0	3.459.022,73	0	3.459.022,73
059 Assurances	0	6.000,00	311,38	6.311,38	0	6.311,38
123 Administration générale	1.385,00	16.536,88	0	17.921,88	0	17.921,88

Fonctions	Prestations 000/60	Transferts 000/61	Dette 000/62	Total 000/63	Prélèvements 000/68	Total 000/65
129 Patrimoine privé	259.957,68	20.653,20	0	280.610,88	0	280.610,88
139 Services généraux	0	0	0	0	56.857,78	56.857,78
499 Communic. - Voirie - Cours D'eau	12.492,54	43.689,74	0	56.182,28	0	56.182,28
599 Commerce - Industrie	54.151,86	57.200,00	130.705,22	242.057,08	0	242.057,08
699 Agriculture	340,00	0	0	340,00	0	340,00
729 Ens.gard(721), Ens.prim(722)	85,00	52.173,00	0	52.258,00	0	52.258,00
767 Bibliothèques publiques	3.520,00	57.091,70	0	60.611,70	0	60.611,70
789 Education Popul. et Arts	33.907,92	85.079,07	0	118.986,99	0	118.986,99
839 Sécurité et Assist. sociale	114.450,00	183.588,71	0	298.038,71	0	298.038,71
849 Aide sociale et familiale	800,00	37.426,37	0	38.226,37	0	38.226,37
876 Désinfect.-Nett.-Immond.	400,00	3.000,00	228.180,09	231.580,09	0	231.580,09
879 Cimetières-Protec.environ.	0	13.583,80	0	13.583,80	0	13.583,80
939 Logement - Urbanisme	0	27.000,00	0	27.000,00	0	27.000,00
Total	481.490,00	6.940.343,41	441.296,69	7.863.130,10	111.387,77	7.974.517,87
Balances exercice propre	Excédent				22.879,99	
Exercices antérieurs				Recettes Ordinaire		2.179.218,13
	Excédent				2.133.928,57	
Totaux exercice propre + exercice antérieurs				Recettes Ordinaire		10.153.736,00
069 Prélèvements						0
Total général						10.153.736,00
Résultat général	Boni				692.899,04	

Article 3 :

Le budget extraordinaire est modifié conformément aux indications portées au tableau 2 du service extraordinaire et le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant aux tableaux récapitulatifs ci-après :

Tableau Récapitulatif Budget Extraordinaire – Dépenses 2025 après la M.B. n°2

Fonctions	Transferts 000/90	Investissements 000/91	Dette 000/92	Total 000/93	Prélèvements 000/98	Total 000/95
123 Administration générale	0	86.584,20	0	86.584,20	0	86.584,20
129 Patrimoine privé	0	195.000,00	0	195.000,00	0	195.000,00
149 Calamités	0	2.000,00	0	2.000,00	0	2.000,00
499 Communic. - Voirie - Cours D'eau	0	767.614,48	0	767.614,48	0	767.614,48
599 Commerce - Industrie	0	1.500,00	0	1.500,00	0	1.500,00
729 Ens.gard(721), Ens.prim(722)	0	22.200,00	0	22.200,00	0	22.200,00
767 Bibliothèques publiques	0	16.500,00	0	16.500,00	0	16.500,00
789 Education Popul. et Arts	0	206.672,77	0	206.672,77	0	206.672,77
799 Cultes	6.230,22	25.000,00	0	31.230,22	0	31.230,22
839 Sécurité et Assist. sociale	0	79.602,60	0	79.602,60	0	79.602,60
877 Eaux usées	0	10.000,00	14.945,79	24.945,79	0	24.945,79
879 Cimetières-Protec.environ.	0	94.000,00	0	94.000,00	0	94.000,00
Total	6.230,22	1.506.674,05	14.945,79	1.527.850,06		1.527.850,06

Fonctions	Transferts 000/90	Investissements 000/91	Dette 000/92	Total 000/93	Prélèvements 000/98	Total 000/95
Balances exercice propre	Déficit				825.010,53	
Exercices antérieurs				Dépenses Extraordinaire		2.545.201,09
	Déficit				200.007,76	
Totaux exercice propre + exercice antérieurs				Dépenses Extraordinaire		4.073.051,15
069 Prélèvements						84.195,48
Total général						4.157.246,63
Résultat général	Mali				0	

Tableau Récapitulatif Budget Extraordinaire – Recettes 2025 après la M.B. n°2

Fonctions	Transferts 000/80	Investissements 000/81	Dette 000/82	Total 000/83	Prélèvements 000/88	Total 000/85
123 Administration générale	0	1.000,00	0	1.000,00	0	1.000,00
129 Patrimoine privé	0	13.300,00	138.000,00	151.300,00	0	151.300,00
499 Communic. - Voirie - Cours D'eau	48.644,40	14.000,00	406.156,13	468.800,53	0	468.800,53
789 Education Popul. et Arts	81.739,00	0	0	81.739,00	0	81.739,00
Total	130.383,40	28.300,00	544.156,13	702.839,53		702.839,53
Balances exercice propre	Excédent				0	
Exercices antérieurs				Recettes Extraordinaire		2.345.193,33
	Excédent				0	
Totaux exercice propre + exercice antérieurs				Recettes Extraordinaire		3.048.032,86
069 Prélèvements						1.470.510,92
Total général						4.518.543,78
Résultat général	Boni				361.297,15	

Article 4 : De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des finances et au Directeur financier.

4. Cultes-Fabrique d'Église protestante - EPUB Rongy - Taintignies - Budget 2026 : avis :

Monsieur le Président cède la parole à Madame Cuvelier Ophélie, échevine des cultes.

Madame Cuvelier détaille les chiffres du budget de la Fabrique d'église protestante EPUB Rongy. L'intervention communale totale sollicitée est de 13.344,65 euros à l'ordinaire, soit 3.027,44 euros à l'ordinaire pour la quote-part communale de Rumes (76/335^{ème}).

Aucune remarque n'étant émise, il est procédé au vote.

Les membres, à l'unanimité, approuvent le budget de la Fabrique d'église protestante EPUB Rongy, sous réserve des remarques apportées ultérieurement par la Commune de Brunehaut qui finance la plus grande part de la subvention communale (39%).

Il en résulte la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL, en séance publique

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 08 août 1980, spécialement l'article 6, §1er, VIII, 6 ;

Vu le Code la Démocratie Locale et de la Décentralisation tel que modifié par le Décret du Gouvernement wallon du 13 mars 2014 concernant les dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, notamment les articles L1122-30 et L 1321-1,9°;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 du Service public de Wallonie relative aux pièces justificatives,
fixant la procédure concernant l'approbation des budgets et comptes, des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ainsi que les règles applicables aux établissements dont la circonscription territoriale s'étend à plus d'une commune ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des églises;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, notamment les articles 1er, 2 et 18;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 du Service Public de Wallonie relative aux pièces justificatives fixant la procédure relative à l'adoption des budgets et comptes;

Vu le Budget de l'exercice 2026 de la Fabrique Protestante –EPUB Rongy-Taintignies arrêté par le Conseil d'administration de la Fabrique le 21 août 2025, réceptionné au secrétariat communal le 25 août 2025 ;

Considérant que la Commune de Brunehaut finance la plus grande part de la subvention communale (39%) ;

Considérant que la Commune de Brunehaut exerce la tutelle spéciale d'approbation ;
Après avoir entendu Madame Ophélie CUVELIER, Echevine des Cultes ;

Sur proposition du Collège communal ;

ARRÊTE, à l'unanimité

Article 1 : D'émettre un avis favorable à l'approbation du budget de l'exercice 2026 de la Fabrique de l'EPUB Antoing - Brunehaut - Rumes se clôturant avec des recettes et des dépenses pour un total de 18.124,28 euros.

	fabrique d'église	approbation communale
Recettes ordinaires totales	€ 13.344,65	€ 13.344,65
- dont une intervention communale ordinaire de secours de:	€ 13.344,65	€ 13.344,65
Recettes extraordinaires totales	€ 4.779,63	€ 4.779,63
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de:	€ 0,00	€ 0,00
- dont un boni présumé de l'exercice précédent de:	€ 4.779,63	€ 4.779,63

Dépenses ordinaires du chapitre I totales	€ 4.651,50	€ 4.651,50
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	€ 13.472,78	€ 13.472,78
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	€ 0,00	€ 0,00
- dont un déficit présumé de l'exercice précédent de:	€ 0,00	€ 0,00
Recettes totales	€ 18.124,28	€ 18.124,28
Dépenses totales	€ 18.124,28	€ 18.124,28
Résultat comptable	€ 0,00	€ 0,00

Article 2 : De fixer à 3.027,44 euros la quote-part communale, soit 76/335^{ème} du supplément demandé pour les différentes entités.

Article 3 : De prévoir un crédit de 3.027,44 euros au budget communal de l'exercice 2026 à l'article 79004/435/01 du service ordinaire pour couvrir cette dépense.

Article 4 : De transmettre la présente délibération au Conseil communal de Brunehaut ainsi qu'au Conseil de la Fabrique d'Eglise de l'EPUB Rongy-Taintignies, rue du Temple, 21 à 7620 RONGY.

5. Cultes-Fabrique d'église Saint-Pierre de Rumes - Budget 2026 : approbation :

Monsieur le Président cède la parole à Madame Cuvelier Ophélie, échevine des cultes.

Madame Cuvelier détaille les chiffres du budget de la Fabrique d'église de Rumes. L'intervention communale sollicitée est de 13.997,14€ à l'ordinaire et 7.863,79€ à l'extraordinaire.

Madame Berton demande une précision concernant le montant indiqué à l'extraordinaire. Madame Cuvelier répond qu'il s'agit de travaux au niveau du mécanisme des cloches.

Le débat étant clos, il est procédé au vote.

Les membres, à l'unanimité, approuvent le budget de la Fabrique d'église de Rumes.

Il en résulte la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL, en séance publique

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1^{er}, VIII, 6° ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1^{er} et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 22/07/2025, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 04/08/2025, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint Pierre (Rumes), arrête le budget, pour l'exercice 2026, dudit établissement cultuel ;

Vu l'arrêté du 28/08/2025, prorogeant jusqu'au 21/10/2025 le délai imparti pour statuer sur le présent budget;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée ;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le service et à la demande de l'Evêché, que certaines erreurs ont été constatées dans ce budget 2026 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants :

- Article D43 (Acquit des anniversaires, messes et services religieux fondés) : correction du montant initial de 380,00 € par le montant corrigé de 385,00 €, à la demande de l'Evêché ;
- Article D56 (Grosses réparations, construction de l'église) : correction du montant initial de 8.000,00 € par le montant corrigé de 7.863,79 € ;
- Article R25 (subsides extraordinaires de la commune) : correction du montant initial de 8.000,00 € par le montant corrigé de 7.863,79 €
- Article R17 (Supplément pour les frais ordinaires du culte) : correction du montant initial de 13.992,14 € par le montant corrigé de 13.997,14 € afin d'équilibrer le résultat de ce budget initial 2026 suite à la réformation de l'article D43 et D56 ;

Considérant que le budget susvisé ne répond pas au principe de sincérité budgétaire (voir les articles : R17, R25, D43, D56) et qu'il convient dès lors de l'adapter;

Considérant que le budget tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Après avoir entendu Madame Ophélie CUVELIER, Echevine en charge des cultes;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE, à l'unanimité

Article 1: De réformer la délibération du 22 juillet 2025 par laquelle le Conseil de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre de Rumes a décidé d'arrêter son budget de l'exercice 2026 :

	fabrique d'église	approbation communale
Recettes ordinaires totales	€ 18.774,14	€ 18.779,14
- dont une intervention communale ordinaire de secours de:	€ 13.992,14	€ 13.997,14
Recettes extraordinaires totales	€ 12.100,86	€ 11.964,65
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de:	€ 8.000,00	€ 7.863,79
- dont un boni présumé de l'exercice précédent de:	€ 4.100,86	€ 4.100,86
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	€ 7.740,00	€ 7.740,00
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	€ 15.135,00	€ 15.140,00

Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	€ 8.000,00	€ 7.863,79
- dont un déficit présumé de l'exercice précédent de:	€ 0,00	€ 0,00
Recettes totales	€ 30.875,00	€ 30.743,79
Dépenses totales	€ 30.875,00	€ 30.743,79
Résultat comptable	€ 0,00	€ 0,00

Article 2: L'intervention communale est fixée à 13.997,14 euros à l'ordinaire. La dépense sera prévue à l'article 79002/435/01 du budget ordinaire de l'exercice 2026.

article 3 : L'intervention communale est fixée à 7.863,79 euros à l'extraordinaire. La dépense sera prévue au budget extraordinaire de l'exercice 2026.

Article 3 : La présente délibération sera transmise au Conseil de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre à Rumes et à Monseigneur l'Evêque de Tournai.

Article 4 : La Fabrique d'Eglise a la faculté d'introduire un recours contre la présente délibération, dans un délai maximum de 30 jours de sa réception, auprès de Monsieur le Gouverneur de la Province de Hainaut, rue Verte, 13 à 7000 MONS.

6. Cultes-Fabrique d'église Saint - Amand de Taintignies : Budget 2026 : approbation :

Monsieur le Président cède la parole à Madame Cuvelier Ophélie, échevine des cultes.

Madame Cuvelier détaille les chiffres du budget de la Fabrique d'église de Taintignies. L'intervention communale sollicitée est de 12.447,55€.

Madame Seillier, à la demande de Monsieur le Président, évoque les futurs travaux de nettoyage du clocher.

Monsieur le Président fait part des démarches en cours afin de vérifier la stabilité du clocher de l'église.

Le débat étant clos, il est procédé au vote.

Les membres, à l'unanimité, approuvent le budget de la Fabrique d'église de Taintignies.

Il en résulte la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL, en séance publique

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 08 août 1980, spécialement l'article 6, §1^{er}, VIII, 6 ;

Vu le Code la Démocratie Locale et de la Décentralisation tel que modifié par le Décret du Gouvernement wallon du 13 mars 2014 concernant les dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, notamment les articles L1122-20, L1124-40, L 1321-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 du Service public de Wallonie relative aux pièces justificatives, fixant la procédure concernant l'approbation des budgets et comptes, des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des églises;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, notamment les articles 1^{er} et 2 ;

Vu sa délibération du 15 avril 2024 approuvant le compte de l'exercice 2024 de la Fabrique d'Eglise de Taintignies avec un excédent de 7.371,62 €;

Vu le budget de l'exercice 2026 arrêté par le Conseil de la Fabrique d'Eglise Saint-Amand à Taintignies le 18 août 2025 et réceptionné au Secrétariat communal le 27 août 2025;

Vu l'avis de l'Evêché de Tournai, en date du 8 septembre 2025, réceptionné à l'administration communale le 9 septembre 2025, approuvant ce budget 2026.

Après avoir entendu Madame Ophélie CUVELIER, Echevine en charge des cultes;

Sur proposition du Collège communal;

Madame Roxane SEILLIER ne participant pas au vote,

DECIDE, à l'unanimité

Article 1: D'approuver la délibération du 18 août 2025 par laquelle le Conseil de la Fabrique d'Eglise Saint - Amand de Taintignies a décidé d'arrêter son budget de l'exercice 2026 aux chiffres suivants:

	Montant initial
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Evêque	5.274€
Dépenses Chapitre II ordinaires	15.343,46€
Dépenses Chapitre II extraordinaires	0€
Total des dépenses	20.617,46€
Recettes ordinaires	15.654,47€
Recettes extraordinaires	4962,99€
Total des recettes	20.617,46€

Article 2: L'intervention communale est fixée à 12.447,55€. La dépense sera prévue à l'article 79002/435/01 du budget ordinaire de l'exercice 2026.

Article 3: Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente délibération sera transmise au Conseil de la Fabrique d'Eglise Saint-Amand de Taintignies et à Monseigneur l'Evêque de Tournai

Article 4: La Fabrique d'Eglise a la faculté d'introduire un recours contre la présente délibération, dans un délai maximum de 30 jours de sa réception, auprès de Monsieur le Gouverneur de la Province de Hainaut, rue Verte, 13 à 7000 MONS.

7. Patrimoine-Acquisition de la parcelle section A n°619 s, sise Place Roosevelt à Rumes : décision :

Monsieur le Président évoque le souhait de la Commune de Rumes d'acquérir une parcelle de terre située à la place Roosevelt à Rumes. Celle-ci se situe dans le prolongement du parking existant et constituerait un atout pour étendre l'offre de parking nécessitée par la construction du hall sportif et de la rénovation du hall Fernand Carré dans le cadre du développement rural de la Commune.

Aucune remarque n'étant émise, il est procédé au vote.

Les membres décident de marquer leur accord de principe sur cette acquisition, au prix de 4.900€, selon le projet d'acte établi par le Comité d'acquisition.

Il en résulte la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL, en séance publique

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu les projets, soit réalisé, soit en cours d'élaboration, autour du site de la Place Roosevelt, à savoir la construction du hall sportif et la transformation du Hall Fernand Carré en maison rurale ;

Considérant qu'il est opportun d'augmenter l'offre de stationnement aux alentours directs de ces nouveaux projets de service public ;

Considérant la possibilité d'acquérir plusieurs parcelles situées dans la continuité du parking existant ;

Considérant que l'aménagement de ces parcelles en zone de stationnement ne met pas en péril le bon aménagement général des lieux et est une solution favorable aux riverains, sans leur causer de nuisances particulières ;

Vu l'accord de principe du Conseil communal en date du 30.05.2024 pour l'acquisition de plusieurs parcelles dont celle faisant l'objet de la présente délibération ;

Attendu que la parcelle suivante est concernée :

COMMUNE DE RUMES - 1ère division - Rumes

Une parcelle en nature de terrain sise au lieu-dit « Rouvroir », cadastrée 57072_A_619_S_P0000 pour une contenance totale de dix ares quatre-vingt centiares (10a 80ca) ;

Vu la promesse de vente du 16.09.2025 actée par le Comité d'acquisition de Mons [REDACTED]

[REDACTED] propriétaires, et la Commune de Rumes pour la vente de la parcelle précitée pour cause d'utilité publique et plus spécialement en vue de l'agrandissement d'une zone de stationnement, pour un prix ferme et définitif de 4.900,00 € ;

Vu la promesse de vente du 18.09.2025 actée par le Comité d'acquisition de Mons entre [REDACTED], propriétaires, et la Commune de Rumes pour la vente de la parcelle précitée pour cause d'utilité publique et plus spécialement en vue de l'agrandissement d'une zone de stationnement, pour un prix ferme et définitif de 4.900,00 € ;

Considérant que le montant mentionné correspond à l'estimation du Comité d'Acquisition telle que communiquée au Conseil communal en séance du 30.05.2024 ;

Sur proposition du Collège communal ;

DECIDE, à l'unanimité

Article 1er :

De marquer son accord de principe sur l'acquisition du bien suivant, appartenant à [REDACTED], pour le prix de 4.900€ (tous frais compris) fixé directement entre parties et confirmé par le Comité d'acquisition de Mons.

COMMUNE DE RUMES - 1ère division - Rumes

Une parcelle en nature de terre sise au lieu-dit « Rouvroir », cadastrée 57072_A_619_S_P0000 pour une contenance totale de dix ares quatre-vingt centiares (10a 80ca).

Article 2 :

Dispenser l'Administration générale de la Documentation patrimoniale de prendre inscription d'office pour quelque cause que ce soit lors de la transcription d'une expédition de l'acte.

Article 3 :

De charger le Comité d'Acquisition de Mons du suivi de la présente résolution, de la rédaction et de la passation de l'acte d'acquisition pour cause d'utilité publique à savoir l'agrandissement d'une zone de stationnement.

Article 4 :

De désigner Madame Julie Marque, Commissaire au Comité d'Acquisition de Mons, pour représenter la Commune de Rumes lors de la signature de l'acte.

Article 5 :

De transmettre la présente délibération au Comité d'Acquisition de Mons et à Monsieur le Directeur financier pour information.

8. Secrétariat général -Modification des statuts de la Régie Communale Autonome de Rumes : approbation :

Monsieur le Président cède la parole à Monsieur Ghislain, Président de la RCA.

Monsieur Ghislain détaille les modifications apportées aux statuts de la RCA.

Aucune remarque n'étant émise, il est procédé au vote.

Les membres, à l'unanimité, approuvent la modification des statuts de la RCA.

Il en résulte la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL, en séance publique

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus précisément les articles L1231- 4 à L1231-12 ;

Vu la délibération du Conseil communal en sa séance du 25 mai 2023 décidant de créer une régie communale autonome et d'en approuver les statuts ;

Attendu que le RumXCube, hall sportif à Rumes, est le siège des activités de la Régie Communale Autonome de Rumes ;

Attendu que le siège social actuel de la RCA de Rumes est situé à l'Administration communale de Rumes et qu'il y a lieu de le modifier ;

Vu l'avis favorable du Directeur financier, en date du 2 octobre 2025 ;

DECIDE, à l'unanimité

Article 1 : de prendre acte de la décision du Conseil d'administration de la RCA de Rumes de modifier le siège de la régie à l'adresse 7C, Place Roosevelt à 7610 Rumes.

Article 2 : d'approuver la modification de l'article 3 des statuts de la Régie Communale Autonome de Rumes, rédigé comme suit :

Article 3.- Le siège de la régie est établi à 7618 Taintignies, Place 1. Il pourra être transféré en tout autre lieu situé sur le territoire de la commune, sur décision du conseil d'administration.

9. Sport-RCA de Rumes - Modification du plan d'entreprise 2025-2029 : prise d'acte :

Monsieur le Président cède la parole à Monsieur Ghislain, Président de la RCA.

Monsieur Ghislain s'excuse de la transmission tardive des pièces. Il explique que le plan d'entreprise peut être modifié jusqu'à 2 fois par an et qu'un travail en profondeur a été réalisé afin de revoir ce plan d'entreprise.

Madame Berton demande qu'à l'avenir, le délai de remise des pièces soit respecté par la RCA comme indiqué dans le CDLD. Monsieur Ghislain s'engage sur ce point.

Le Conseil prend acte de la modification du plan d'entreprise 2025-2029 de la RCA de Rumes.

Il en résulte la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL, en séance publique

Vu le Code de la Démocratie locale, notamment l'article L1122-30, alinéa 1er ainsi que les articles L1231-4 à L1231-12;

Vu les statuts de la Régie Communale Autonome et plus spécialement les articles 70 et 72 ;

Considérant que la modification du plan d'entreprise 2025-2029 de la RCA de Rumes a été approuvée par le Conseil d'administration de la RCA de Rumes en date du 6 octobre 2025 ;

Vu le Plan d'entreprise 2025-2029 de la RCA de Rumes annexé à la présente délibération ;

PREND ACTE

de la modification du plan d'entreprise 2025-2029 de la Régie communale autonome de Rumes adopté par le Conseil d'administration de la RCA en date du 6 octobre 2025.

10. Sport-Régie communale autonome - Désignation du réviseur d'entreprises pour les exercices comptables 2024-2025-2026 : décision :

Monsieur le Président cède la parole à Monsieur Ghislain, Président de la RCA.

Monsieur Ghislain indique que le Collège des Commissaires est composé de deux commissaires faisant partie du Conseil Communal et d'un commissaire, membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises (I.R.E.).

Le Conseil d'administration de la RCA de Rumes a lancé un marché pour la désignation d'un réviseur d'entreprise et propose au conseil de désigner la [REDACTED]

Aucune remarque n'étant émise, il est procédé au vote.

Les membres désignent la [REDACTED] qui deviendra le 3ème membre du Collège des Commissaires.

Il en résulte la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL, en séance publique

Vu les dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, en particulier les articles L 1231-4 et suivants ;

Vu le décret du Parlement Wallon du 29.03.2018 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales ;

Vu les dispositions de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu sa délibération prise en séance du 25.05.2023 relative à la création d'une régie communale autonome dénommée « Régie Communale Autonome de Rumes » ;

Vu les statuts de la Régie approuvés par la présente assemblée en sa séance du 25.05.2023 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22.06.2023 du Ministre Collignon, approuvant la création de la Régie Communale Autonome de Rumes et l'adoption de ses statuts ;

Vu l'article 60 des statuts de la Régie qui stipule qu'il appartient au Conseil Communal de désigner les trois commissaires appelés à siéger au sein de ce Collège des Commissaires ;

Attendu que les membres dudit Collège doivent être choisis en dehors du Conseil d'Administration ;

Attendu que 2 commissaires doivent faire partie du Conseil Communal et qu'un commissaire doit être membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises (I.R.E.) et est à choisir en dehors du Conseil Communal ;

Attendu qu'en sa séance du 10.07.2025, le Conseil d'Administration de la Régie Communale Autonome de Rumes a décidé, à l'unanimité, de lancer un marché public de services de révisorat d'entreprises pour le contrôle des comptes 2024, 2025 et 2026 en approuvant le cahier spécial des charges, en retenant la procédure négociée sans publicité préalable comme mode de passation de ce marché et en ne formalisant pas les critères de sélection ;

Attendu que les réviseurs suivants ont été consultés :

[REDACTED]

Attendu que les réviseurs suivants ont remis offre :

[illegible][illegible][illegible]

Attendu que le critère d'attribution du marché porte sur le prix ;

Attendu que [REDACTED] proposent l'offre la plus avantageuse économiquement ;

Attendu qu'au vu des éléments susmentionnés, le Conseil d'Administration de la Régie Communale Autonome de Rumes a décidé, en sa séance du 06.10.2025, de proposer à la présente assemblée de retenir l'offre de a S [REDACTED] [REDACTED] pour le contrôle de ses comptes 2024, 2025 et 2026 pour une rémunération annuelle fixe de 3.500 € H.T.V.A. ;

DECIDE, à l'unanimité

Article 1er : De désigner [REDACTED], ayant son siège [REDACTED], comme membre du Collège des Commissaires issu de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, pour le contrôle des comptes de la Régie Communale Autonome de Rumes portant sur la période allant du 01.01.2024 au 31.12.2026 et ce, pour un montant de 3.500 € H.T.V.A. par an.

Article 2 : D'envoyer la présente décision en simple exemplaire :

[REDACTED]

- à Monsieur Jérôme GHISLAIN, Président de la Régie Communale Autonome de Rumes
– Place Roosevelt, 7C à 7610 Rumes.

11. Police de roulage-Règlement complémentaire de roulage - rue de Florent à TAINIGNIES - création d'un passage protégé pour piétons : décision :

Monsieur le Président explique que le terrain du château d'eau est en cours d'aménagement et que celui-ci pourrait devenir un point de passage de diverses balades ainsi qu'accueillir les enfants des écoles de l'entité. Monsieur le Président indique que Madame Dhaenens, échevine de la mobilité, a mis ce point au programme à la suite d'une proposition du conseil des aînés afin de garantir la sécurité des usagers qui se rendront sur ce site.

Monsieur De Langhe Gilles demande des explications pour l'aménagement de la haie. Madame Dhaenens explique que le chantier reprendra fin octobre-début octobre afin d'effectuer les plantations.

Madame Berton Céline demande quel type de haies est prévu. Madame Dhaenens répond que c'est du lierre qui sera installé. Madame Seillier insiste sur l'entretien des abords de la piste afin d'éviter la propagation de la végétation sur celle-ci.

Le débat étant clos, il est procédé au vote.

Les membres, à l'unanimité, adoptent le règlement complémentaire de police de roulage afin de créer un passage protégé pour piétons à la rue de Florent à Taintignies.

Il en résulte la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL, en séance publique

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière;

Vu l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes ;

Vu la Circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Vu la loi communale;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la sécurité des piétons, dans la rue de Florent à Taintignies;

Considérant l'avis favorable des services de police;

Considérant l'avis technique de l'agent compétent de la Région wallonne

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale;

ARRÊTE, à l'unanimité

Article 1 : dans la rue de Florent à TAINIGNIES, un passage protégé pour piétons est établi à la hauteur du n°67.

La mesure est matérialisée par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée, conformément à l'article 76.3 de l'A.R. du 1er décembre 1975.
Idéalement ce passage devrait être aménagé avec des traversées zéro ressaut et des dalles podotactiles.

Article 4 : Le présent règlement sera soumis pour approbation au Service Public de Wallonie Mobilité et infrastructures.

12. PCS-Plan de Cohésion sociale - Conclusion d'une convention de partenariat avec l'ASBL Infor Jeunes : décision :

Monsieur le Président cède la parole à Madame Cuvelier Ophélie, échevine en charge du PCS.

Madame Cuvelier explique que le but de cette convention est de créer des synergies entre Inforjeunes et les services communaux (PCS - bibliothèque - ATL - ...) afin que les jeunes aient accès à une information de qualité sur des questions qui les touchent directement comme les études, le logement, l'emploi, la santé ou les réseaux sociaux. Madame Cuvelier explique que des ateliers et des actions en faveur des jeunes pourront également être menés comme par exemple la visite de la ville de Tournai pour les élèves de 6ème primaire qui iront poursuivre leurs études secondaires en ville.

Aucune remarque n'étant émise, il est procédé au vote.

Les membres, à l'unanimité, approuvent la Convention d'Infor jeunes avec la Commune.

Il en résulte la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL, en séance publique

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le décret du 06 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et les communes de Wallonie ;

Vu le décret du 22 novembre 2018 relatif au Plan de Cohésion sociale 2020-2025 ;

Vu le Décret du Gouvernement Wallon du 22 Novembre 2018 relatif au Plan de Cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré à la Communauté française ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 17 Janvier 2019 portant exécution du décret du 22 novembre 2018 précité ;

Vu la décision du Conseil Communal de la commune de Rumes en date du 28 mai 2019 ayant approuvé le Plan de Cohésion sociale pour la programmation 2020-2025 ;

Vu la décision du Gouvernement Wallon en date du 22 août 2019 ayant approuvé le Plan de Cohésion sociale pour la programmation 2020-2025 ;

Considérant que l'accès à une information de qualité est un enjeu majeur pour le développement des jeunes, et qu'il est transversal aux politiques communales en matière de cohésion sociale, d'éducation, de culture et d'animation ;

Vu la complémentarité des missions et des publics cibles de l'ASBL Infor Jeunes de Tournai et des services communaux du Plan de Cohésion Sociale, de l'Accueil Temps Libre, de l'Enseignement et de la Bibliothèque ;

Attendu qu'une collaboration sous la forme d'une convention permettra de mettre en commun et d'optimiser les ressources pour dynamiser les actions en faveur de la jeunesse sur l'ensemble du territoire communal ;

Considérant l'intérêt de créer des synergies entre les différents services de la commune pour offrir une réponse plus complète et plus cohérente aux besoins des jeunes ;

Vu le projet de convention à conclure avec l'ASBL Infor Jeunes ;

DECIDE, à l'unanimité

Article unique: de conclure avec l'ASBL Infor jeunes la convention de partenariat suivante :

CONVENTION DE PARTENARIAT

Dispositif particulier de coopération et de décentralisation pour l'information des jeunes

Entre :

Le Centre Infor Jeunes Tournai ASBL, situé au 32, Avenue des Frères Haeghe à 7500 Tournai;
représenté par [REDACTED], Directeur

et

.....
.....

représentée par

.....
.....

..... (Nom et Prénom +
fonction);

Adresse :

.....
.....

.....
.....

1. OBJET

Les parties conviennent de coopérer et de mettre en commun leurs ressources et leur professionnalisme afin de faciliter l'accessibilité et l'appropriation par les jeunes de l'information.

2. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

- Garantir une information de qualité, en diffusant, transmettant, améliorant, facilitant et simplifiant l'accès à l'information, prioritairement auprès des jeunes de 12 à 26 ans.
- Partager nos ressources mutuelles, qu'elles soient d'ordre documentaire ou du ressort des "bonnes pratiques".
- Améliorer et dynamiser les modes d'intervention de l'information jeunesse à destination des jeunes et des professionnels du secteur et faire évoluer les contacts entre eux-ci.
- Former les jeunes à devenir des CRACS (Citoyens Responsables Actifs Critiques et Solidaires).

3. RÔLES DES PARTENAIRES

Le centre d'information jeunesse de Tournai s'inscrit en tant que porteur du projet en concertation et en accord avec le partenaire associé de la manière suivante :

Le centre Infor Jeunes s'engage à :

- récolter, vérifier et traiter les informations utiles en fonction des demandes des jeunes et du partenaire
- assurer le suivi administratif et la coordination des projets communs
- déléguer une personne de référence qui assure le relai avec le partenaire
- apporter son soutien et ses compétences pour la mise en place des différentes actions
- utiliser ses moyens de communication internes afin d'assurer une bonne visibilité du partenariat

Le partenaire s'engage à :

- faire écho des services et projets proposés aux jeunes
- mettre gratuitement en libre accès l'information fournie par Infor Jeunes
- déléguer une personne de référence qui assure le relai avec Infor Jeunes
- utiliser ses moyens de communication internes afin d'assurer une bonne visibilité du partenariat

4. MODALITÉS

- Cette convention prend effet à la date de la signature.
- Celle-ci est conclue pour une période d'un an et est renouvelable tacitement.
- Chaque partie peut y mettre fin par écrit (lettre ou mail) quand elle le souhaite.
- Le partenariat est gratuit.
- Une rencontre annuelle entre les personnes référentes sera mise en place afin d'évaluer le bon fonctionnement du partenariat. Celle-ci sera proposée à la date anniversaire de la signature.

Personnes référentes pour le suivi :

- Pour Infor Jeunes
- Nom Prénom :
- Tél. :

- Mail :
- Pour
.....
- Nom Prénom :
- Tél. :
- Mail :

Fait en deux exemplaires à

le.....

Pour Infor Jeunes Tournai,

Pour

.....



.....

Directeur

.....

13. Communication / affaires culturelles -Accord Tax On Pylons III - mise en oeuvre : ratification :

Monsieur le Président explique que par le passé, une taxe sur les pylônes et antennes GSM était prévue au budget mais que cette taxe était systématiquement contestée par les entreprises. Monsieur le Président indique que, dans le cadre de l'accord Tax On Pylons III, le Gouvernement wallon permet aux pouvoirs locaux de bénéficier d'un droit de tirage de 60.000€ afin de mener des projets en lien avec les thèmes suivants : Cybersécurité et Services de confiance - Dématérialisation et simplification administrative - Gouvernance de la donnée et Intelligence Artificielle - Autres projets en lien avec la stratégie Digital Wallonia.

Monsieur le Président indique que ce type de droit de tirage est important pour les communes afin de respecter les normes européennes en matière de cybersécurité et que la Commune a déjà eu la possibilité de changer son serveur grâce à ce droit de tirage.

Madame Berton Céline abonde dans le sens de Monsieur le Président sur la difficulté à récupérer les taxes sur les pylônes et rappelle que cela fait plusieurs années que le

Gouvernement, via des circulaires, propose de ne plus taxer ces installations et d'attendre les négociations d'un accord.

Le débat étant clos, il est procédé au vote.

Les membres, à l'unanimité, décident de ratifier la délibération du Collège communal du 15 septembre 2025 portant sur l'adhésion au droit de tirage Tax On Pylons III.

Il en résulte la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL, en séance publique

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, article L1123-23, 12°/L2212-48 ;

Vu la circulaire du 29 juillet 2025 portant sur la procédure et les modalités de mise en oeuvre du droit de tirage à destination des pouvoirs locaux et provinciaux décidé par le Gouvernement wallon dans le cadre de l'Accord Tax on Pylons III ;

Vu la décision du Collège communal en sa séance du 15 septembre 2025 décidant d'adhérer au droit de tirage à destination des pouvoirs locaux et provinciaux décidé par le Gouvernement wallon dans le cadre de l'Accord Tax on Pylons III ;

Considérant que ce mécanisme de droit de tirage, dans un contexte budgétaire difficile, constitue une opportunité permettant d'accroître l'efficacité et le rendement des missions et d'améliorer les services aux citoyens ;

Attendu que la Commune de Rumes ne dispose pas, à ce jour, de taxe directe ou indirecte sur les mâts, pylônes ou antennes télécoms ;

Sur proposition du Collège communal ;

DECIDE, à l'unanimité

Article unique : De ratifier la délibération du Collège communal, en sa séance du 15 septembre 2025, décidant d'adhérer au droit de tirage dans le cadre de l'Accord Tax on Pylons III et de manifester son intérêt pour les dépenses éligibles dans les quatre catégories : Cybersécurité et Services de confiance - Dématérialisation et simplification administrative - Gouvernance de la donnée et Intelligence Artificielle - Autres projets en lien avec la stratégie Digital Wallonia.

14. Divers-Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 28 août 2025 : approbation
:

LE CONSEIL COMMUNAL, en séance publique

DECIDE, à l'unanimité

d'approuver le Procès-verbal de la séance du 28 août 2025.

. Finances-Point complémentaire - Régie Communale Autonome - Exercice 2025 -
Convention de trésorerie : décision :

Monsieur le Président cède la parole à Monsieur GHISLAIN Jérôme, Président de la RCA.

Monsieur Ghislain explique que, dans l'attente des subsides, la RCA de Rumes sollicite une avance de trésorerie afin d'éviter les frais d'intérêt auprès des entreprises.

Madame Cailleau Christine s'exprime en ces termes :

"Comme nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises, il est impératif que le hall sportif fonctionne. Dans le cas contraire, les conséquences seraient désastreuses sur le budget de la Commune. Nous comprenons également qu'il faille une période de rodage. Toutefois, nous ne pouvons cacher notre inquiétude alors que nous en sommes déjà à la 3^e avance de trésorerie. Pour l'instant, le moins que l'on puisse dire, c'est que la régie est tout sauf autonome. Nous avons bien noté que le conseil d'administration, qui s'est réuni lundi, se réorganise afin d'améliorer la situation, et que, tant sur le plan financier que sur le plan du fonctionnement du hall, des mesures sont prises pour aller de l'avant et clarifier certains points.

Nous souhaitons toutefois ce soir, en tant que conseillers, souligner la nécessité de rester vigilants. Nous disposons d'un bel outil; il est nécessaire qu'il puisse offrir le cadre idéal pour la pratique des sports et des activités, avec un encadrement adéquat et performant, qu'il puisse être accessible au plus grand nombre, dans de bonnes conditions.

Il est également essentiel qu'il puisse le faire de manière autonome, financièrement parlant, dans un futur proche. On ne sait pas de quoi l'avenir sera fait et nous n'avons pas la main sur certaines dépenses importantes (dotations aux zones de secours et de police, cotisation de responsabilisation, conséquences des réformes sur la dotation du CPAS ...). Ce soir, nous souhaitons dès lors marquer notre inquiétude par une abstention.

Nous précisons que si notre vote diffère de celui de notre chef de file, il ne signifie en rien une mesure de méfiance à son égard. Notre groupe promeut le dialogue et l'ouverture; il est dès lors normal que ces principes s'appliquent en interne."

Monsieur Ghislain indique que les activités sont de qualité et ouvertes à tous, que la RCA dispose d'un bel outil qui est montré en exemple. Il explique que des actions sont menées afin d'obtenir un subside complémentaire. Monsieur Ghislain rappelle également que le hall n'est ouvert que depuis février 2025 et qu'il faudra 1 ou 2 années afin que les comptes arrivent à l'équilibre.

Le débat étant clos, il est procédé au vote.

Les membres, par 11 OUI et 2 abstentions, approuvent la convention de trésorerie entre la Commune et la RCA de Rumes.

Il en résulte la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL, en séance publique

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, plus particulièrement l'article L1315-1 relatif au Règlement Général sur la comptabilité communale ;

Vu le Règlement Général sur la Comptabilité Communale et plus particulièrement les articles 28 à 30 relatifs à la trésorerie et aux fonds placés ;

Considérant que la Régie communale Autonome (RCA) de Rumes est confrontée à des problèmes de trésorerie faute de la liquidation des recettes aux échéances fixées ;

Considérant que, sur la demande du Conseil d'administration de la RCA, des avances de trésorerie pourraient se faire par la Commune ;

Attendu que la Conseil d'administration de la RCA de Rumes, réuni en séance le 6 octobre 2025, sollicite une avance de 320.000€ auprès du Conseil communal ;

Considérant que cette avance viendrait s'ajouter à la dotation annuelle communale et qu'elle est remboursable, sans intérêt, dès que la RCA reçoit les recettes escomptées ;

Considérant que le montant de l'avance et les modalités de liquidation devraient être fixés conjointement avec le Directeur financier suivant les besoins de la RCA et, ce, dans les limites des fonds disponibles dans la trésorerie communale ;

Considérant qu'une convention doit être établie entre les deux parties déterminant les modalités d'octroi de cette avance ;

ACCEPTE par 11 OUI et par 2 abstentions de CAILLEAU Christine et LEMOINE Marc

Article unique : D'approuver la convention de collaboration de trésorerie entre la Commune et la Régie Communale Autonome dans les termes suivants :

Convention de collaboration de trésorerie

L'Administration Communale de Rumes, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, pour lequel intervient Monsieur Michel CASTERMAN, Président et Madame Amandine LEMOINE, Directrice générale.

Et

La Régie Communale Autonome de Rumes, ci-après dénommée « RCA », représentée par Monsieur Jérôme GHISLAIN, Président et Madame Clémence LEPLA, Secrétaire ;

Ont convenu ce qui suit :

1. La Commune s'engage à mettre à disposition de la RCA des disponibilités de trésorerie à hauteur de 320.000 € (trois cent vingt mille euros) maximum.
2. La RCA s'engage à rembourser les fonds au maximum dans les 364 jours de la mise à disposition.
3. Cette mise à disposition se fait sans intérêt.
4. Il est demandé au Directeur financier de la Commune d'opérer la transaction financière et la comptabilisation de l'opération dans les livres comptables.
5. Le Directeur financier de la Commune décide des tranches et montants à libérer de l'avance, en fonction des disponibilités de trésorerie de la Commune. S'il estime que l'avance demandée est incompatible avec une gestion saine de la trésorerie de la Commune, il en réfère sans délai au Collège communal qui statuera sur la demande de la RCA.
6. Il est également demandé à la RCA de comptabiliser cette opération financière dans ses livres comptables.

7. Cette mise à disposition sous formes d'avances de trésorerie n'est en aucune manière à assimiler à un subside communal.
8. La RCA s'engage à établir dans les délais les plus brefs les facturations et pièces justificatives permettant de régulariser l'avance de trésorerie.
9. La présente convention prend cours dès sa signature par toutes les parties et est révocable à tout moment, sous réserve de l'achèvement des opérations en cours.

Fait en deux exemplaires à Rumes, le

Pour la Commune
Michel CASTERMAN, Bourgmestre

Amandine LEMOINE, Directrice générale

Pour la Régie Communale Autonome de Rumes,

Jérôme GHISLAIN, Président

Clémence LEPLA, Secrétaire

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 19h45.

La Directrice Générale,

PAR LE CONSEIL,

Le Bourgmestre,

A.LEMOINE

M. CASTERMAN